

IL DÉLOCALISE, IL RESTRUCTURE, NOUS TRINQUONS...

Merci patron!



LA SANTÉ
DES SALARIÉS EUROPÉENS
À L'ÉPREUVE
DES RESTRUCTURATIONS

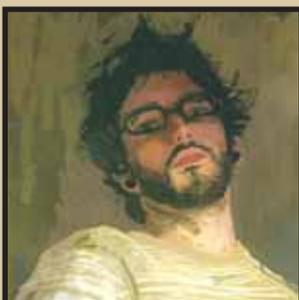


Albert Drandov

49 ans
Scénariste
Habite Saint-Quentin
en Yvelines
(France)

contact
tribuvanda@numericable.fr

■ Après 15 ans de journalisme, Albert se lance en 2005 comme scénariste. L'idée, avec d'autres : mieux ancrer la BD dans le réel. Son premier album "Amiante, chronique d'un crime social" (collectif/7e Choc) remporte le prix Tournesol à Angoulême en 2006. Critique BD sur une radio, organisateur d'expos, il multiplie aussi les BD reportages et les projets d'albums sur des sujets de société.



Oriol

25 ans
Dessinateur
Habite Terrassa
en Catalogne
(Espagne)

contact
www.oriolhernandez.blogspot.com

■ Fan de dessins depuis l'âge de 11 ans, Oriol peaufine sa formation à l'école de BD et d'Arts graphiques JOSO, de Barcelone. Il se lance alors dans l'art mural, le dessin de montres, la publicité, la BD, le dessin animé... Une expérience qui le conduit de nouveau à l'école JOSO, mais cette fois-ci comme professeur. Oriol travaille actuellement sur plusieurs projets d'albums.



Marion Duclos

27 ans
Dessinatrice
Habite Bordeaux
(France)

contact
marionduclos@netcourrier.com

■ Après des études de biologie, Marion entre à l'École supérieure des métiers de l'image (ESMI) de Bordeaux. Dès sa sortie, en juin 2008, elle est contactée pour participer au projet de BD sur les restructurations. C'est donc sa première BD "officielle" comme dessinatrice. Sur sa lancée, Marion travaille sur un projet d'album en solo et poursuit ses collaborations pour le fanzine "Zymase".

Merci patron!

Idée originale

Pierre Coutaz

Scénarios

Albert Drandov

Dessins et couleurs

Marion Duclos

Oriol

Damien Roudeau

Bruno Loth

Jean-Luc Loyer & Sophie Barroux

Coordination

Albert Drandov

Textes d'accompagnement

Pierre Coutaz

Édition, maquette et mise en page

Betty-Bente Hansen

Avant-propos

Sous le terme générique de restructuration, les stratégies industrielles déployées depuis les années 1980 en Europe se sont traduites par des mouvements de fusion, d'acquisition, de réorganisation ou de délocalisation...

Ces procédés visent à préserver ou à améliorer la rentabilité et les positions concurrentielles des entreprises au détriment de l'emploi. En 2007, l'Observatoire européen du changement recensait plus de 2 000 cas de restructurations en Europe. Au premier rang des formes prises par celles-ci, on trouvait les "réorganisations internes", un euphémisme qui signifie en réalité "plans de licenciement", loin devant les faillites ou les délocalisations...

Les restructurations sont ainsi indissociables du fonctionnement des économies européennes soumises à la pression de la mondialisation. Si leurs dégâts sur la santé des salariés qui les subissent semblent évidents, on connaît encore mal leurs effets réels et directs. D'ailleurs, la santé au travail est absente de la plupart des négociations, que ces dernières se déroulent en prévision ou dans le cadre de mutations économiques d'envergure.

Trop fréquemment, cette question des restructurations industrielles n'est en effet abordée que sous le seul angle économique. Or, la perte d'emploi est souvent lourde de conséquences sur la santé de celles et ceux qui y sont confrontés. Quant aux salariés qui "survivent" à une restructuration, ils développent souvent des tendances symptomatiques d'un mal être qui finit par entraver les performances attendues du changement : arrêts de travail, absentéisme, positions de retrait, problèmes de santé multiples (troubles du sommeil et troubles alimentaires, anxiété et état dépressif, douleurs dorsales et articulaires, troubles musculo-squelettiques).

Cette bande dessinée propose un voyage à travers l'Europe des restructurations, de l'Espagne jusqu'en Bulgarie en passant par la France, le Royaume-Uni et la Hongrie. Chaque histoire interroge le lien entre restructurations et impact sur la santé, favorisant ainsi la réflexion et offrant des alternatives ou des pistes d'action : vertu de la mobilisation, effets de l'intervention d'un expert, du médecin du travail, poids de l'opinion publique, pistes d'actions européennes, nouvelles formes d'organisation du travail...

Au fil des pages, Sylvie, Erzebet, Javi, Vladimir et Jim dévoilent la souffrance physique ou morale induite par les restructurations et surtout, invitent à agir contre ces phénomènes en suivant différents chemins. Empruntons-les en leur compagnie...

L'équipe du projet



IL DELOCALISE, IL RESTRUCTURE, NOUS TRINQUONS...

Merci patron!



France

L'experte

Albert Drandov / Marion Duclos

p. 7



Hongrie

Le voyage

Albert Drandov / Bruno Loth

p. 17



Espagne

Super G

Albert Drandov / Oriol

p. 27



Bulgarie

Le Dr Petrov

Albert Drandov / Jean-Luc Loyer

p. 37



Royaume-Uni

La mine

Albert Drandov / Damien Roudeau

p. 47

France

Les prodiges d'une experte

Les centres d'appel
téléphonique sont souvent
le premier emploi
de nombreux jeunes.

Horaires décalés, rythme
de travail infernal,

petit salaire

et stress maximum.

Mais quand la direction veut
licencier des salariés

épuisés, attention,

l'experte ne l'entend pas

de cette oreille !



Remerciements à
Alexia N'gasaki

L'EXPERTE

SCÉNARIO : ALBERT DRANDOV
DESSIN ET COULEUR : MARION DUCLOS

OUI, JE SUIS LE FACTEUR ...

... J'AI UN PLI POUR
SYLVIE MOREAU,
DE MÉDIAPHONE.

MÉDIAPHONE EN GRÈVE

ENTRÉZ, JE VAIS
VOUS CONDUIRE.

EXCUSEZ LE DÉSORDRE MAIS ON
EST EN GRÈVE DEPUIS 12 JOURS.
LA DIRECTION VEUT RÉDUIRE DE 20%
LES EFFECTIFS DU CALL-CENTER.

SYLVIE, C'EST NOTRE DÉLÉGUÉE
SYNDICALE. TENEZ, SON BUREAU EST
PAR LÀ. MAIS NE TRAÎNEZ PAS TROP,
ELLE EST CREVÉE EN CE MOMENT.

EUH ...
SYLVIE MOREAU ?

HUM
...?

BON, BAH ...
JE VOUS LAISSE.

HUM



AU DÉBUT, ON SE DIT QUE C'EST UN TRAVAIL TOUT BÊTE QUI NE DEVRAIT PAS ÊTRE TROP FATIGANT. SURTOUT QUE LES QUESTIONS SONT TOUTES PRÊTES. IL NY A JUSTE QU'À RÉPÊTER.

LE PROBLÈME C'EST QU'ON DOIT LES ADAPTER EN PERMANENCE SANS EN AVOIR FORMELLEMENT LE DROIT.

EN PLUS, ON A DES OBJECTIFS À TENIR. ET DES RAIDES !

EN CE MOMENT, ON DOIT CONVAINCRE AU MOINS CINQ PERSONNES PAR HEURE DE VENIR DANS UN MAGASIN.

JE VOUS DIS PAS QUAND IL S'AGIT DE COUPLES !

MÊME DANS LA SALLE DE PAUSE, ON NOUS A MIS UN COMPTEUR QUI MARQUE LE NOMBRE D'APPELS EN ATTENTE.

POUR RESTER DANS L'AMBIANCE QUOI !





IL RESSORT DE NOS ENTRETIENS QUE DE NOMBREUX SALARIÉS SONT EN SOUFFRANCE. LES RAISONS SONT MULTIPLES : PRÉCARITÉ DES CONTRATS... HORAIRES CHANGEANTS... EXIGENCES DE LA DIRECTION, SOUVENT IMPOSSIBLES À TENIR D'AILLEURS... INITIATIVES INTERDITES... ICI, TOUT SEMBLE CODIFIÉ ET SURVEILLÉ. LE NIVEAU DE STRESS EST AU MAXIMUM !

POUR GÉRER LE STRESS, CHACUN A SA STRATÉGIE. MAIS ARRÊTEZ DE CROIRE QUE L'UTILISATION D'UN FAUX NOM PROTÈGE DES AGRESSIONS AU TÉLÉPHONE.

COMME ON DIT DANS LE JARGON MÉDICAL, LA FAUSSE IDENTITÉ PEUT DÉCONSTRUIRE L'INDIVIDU. MAINTENANT, AUTANT VOUS LE DIRE ...



... SI LA RESTRUCTURATION A LIEU ET SI LA DIRECTION BAISSE D'UN TIERS LES EFFECTIFS, JE... JE PENSE QUE LES CONDITIONS DE TRAVAIL VONT S'AGGRAVER SÉRIEUSEMENT.

ÇA VEUT DIRE POUR CEUX QUI VONT RESTER : INTENSIFICATION DES TÂCHES, NIVEAU DE STRESS INSUPPORTABLE. RISQUE DE DÉPRESSION, VOIRE DE ...



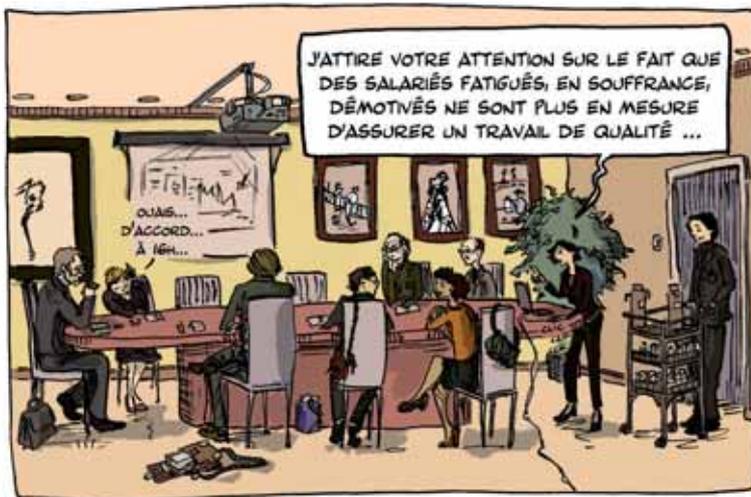
QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE ALORS ?

ÉCOUTEZ, LÀ, C'EST À VOUS DE VOIR COLLECTIVEMENT. MOI, J'APPORTE UNE EXPERTISE. MES REMARQUES SERONT PRÉSENTÉES ÉGALEMENT À LA DIRECTION ...

J'ESPÈRE QUE LA DIRECTION EN TIENDRA COMPTE...



BAH QUOI ?





LE LENDEMAIN

BON, VOUS LE SAVEZ, IL N'Y AURA PAS DE LICENCIEMENTS ET LA DIRECTION VA REVOIR SA COPIE. ET ELLE PARLE ENFIN DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL. MERCI L'EXPERTE !

Ouais !!!



Une industrie malade des délocalisations

L'emploi du terme restructuration apparaît en France avec quelques années de retard sur les premiers effets de la crise économique de 1973. Au début des années 1980, ce terme est surtout un euphémisme pour désigner la mise au chômage de centaines de milliers de salariés...

Si les restructurations prennent diverses formes – cessation ou réduction d'activité, délocalisation de production, externalisation de fonctions, diminution d'effectifs faisant suite à une fusion-acquisition, réorganisation du travail en vue de dégager plus de productivité –, souvent leurs effets seront semblables : diminution importante et brutale de l'emploi, notamment dans l'industrie ; recours aux plans de licenciements massifs ; usage à grande échelle de mesures de retraites anticipées.

Les principaux secteurs touchés par ces vagues de restructurations furent en France les mines, le textile, la sidérurgie et les chantiers navals dans les années 1970 et 1980 ; la métallurgie, l'électronique, les industries chimiques et manufacturières dans les années 1990 ; enfin les entreprises publiques et de services frappées à leur tour depuis une dizaine d'années. A la fin des années 1990, les pratiques de rachats spéculatifs (type Leverage Buy Out / Leverage Buy In) exigent

des taux de rentabilité rapides et très élevés pour les investisseurs, ont, elles aussi, produit leurs lots de restructurations et de licenciements. Sur l'ensemble de la période, de 1973 à nos jours, la chute de l'emploi industriel en France a été vertigineuse : plus de 600 000 pertes nettes d'emploi. Certaines régions ont subi une véritable désertification industrielle, partiellement compensée par le développement des services : plus de 44 % de l'emploi industriel a été détruit dans le Nord Pas-de-Calais, près de 38 % en Lorraine. Des années 1970 à aujourd'hui, on a vu disparaître 1 400 entreprises industrielles ; il s'agit là encore d'un solde net, déduction faite des créations enregistrées sur la même période.

Des années 1970 à aujourd'hui, on a vu disparaître 1 400 entreprises industrielles en France...

Bien évidemment, ces mutations industrielles et économiques profondes n'ont pas été sans conséquence sur l'état de santé des salariés en France. Les bouleversements quantitatifs, modifiant le volume de l'emploi, se sont accrus d'effets qualitatifs, affectant la nature



et la relation au travail. Les transformations des processus de production ont impliqué de nouveaux besoins de formation, pas toujours satisfaits par les directions d'entreprise. L'intensification du travail, la dégradation des conditions de travail, ont contribué à l'explosion des affections physiques et psychosociales. Les nouvelles stratégies de management

des ressources humaines ont augmenté la souffrance au travail. Les cartes de santé publique indiquant le taux de consommation de psychotropes, les addictions, le taux de suicides, recourent de façon saisissante les territoires de la désertification industrielle, du chômage ou du nombre de personnes entrées dans un plan de sauvegarde de l'emploi.

La parole est à l'experte

Si le lien entre les restructurations et l'état de santé de ceux qui les subissent – qu'ils perdent leur travail ou qu'ils survivent au processus – apparaît évident, les directions d'entreprise comme les pouvoirs publics semblent vouloir l'ignorer. On observe globalement une réticence à poser la question du rapport entre dégradation de l'emploi et dégradation de la santé, comme si la mise en relation de ces éléments revenait à ouvrir la boîte de Pandore.

L'économique et le social s'opposent jusque dans les restructurations. En France, lorsqu'on annonce un plan social (appelé « plan de sauvegarde de l'emploi / PSE » depuis la loi du 17 janvier 2002), c'est au Comité d'entreprise que revient le droit d'examiner le processus de restructuration, ceci dans le cadre d'une procédure d'information-consultation ouverte au titre des livres III et IV du code du travail. Le CE peut se faire assister par un expert-comptable afin de comprendre les tenants et les aboutissants du projet présenté. Mais il est exceptionnel que celui-ci s'intéresse aux questions de

la santé au travail en lien avec le PSE. Le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est quant à lui très rarement mobilisé dans un contexte de plan social, alors même que son intervention, ou celle de l'expert désigné par ses soins, serait tout à fait légitime.

Au fil de l'histoire qui précède, la démarche de l'experte désignée par Sylvie, déléguée syndicale de Médiaphone, prend à contre-pied la direction de cette entreprise. Le plan de restructuration, les licenciements qui en découlent sont étudiés dans leurs conséquences sur les conditions de travail. Dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, la responsabilité de l'employeur est engagée dans un domaine inhabituel. Cet effet de surprise le conduit à reculer, au moins dans le rêve de Sylvie, devant les menaces d'une dégradation importante de la santé physique et mentale des salariés de l'entreprise. Une fiction qui mériterait de devenir réalité, afin d'établir plus systématiquement, grâce à l'intervention d'un expert, le caractère pathogène des restructurations.



Hongrie

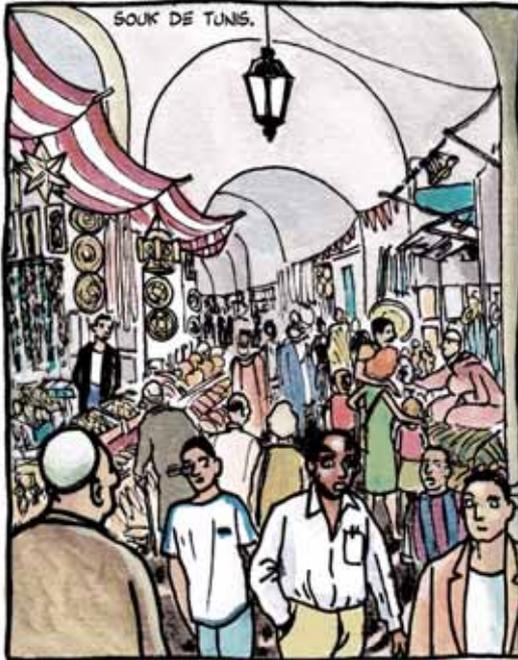
Ton travail c'est mon chômage

Les pays comme la Hongrie
ont longtemps fait figure
de terre d'asile pour
les industries délocalisées
de ses riches voisins
européens.

Aujourd'hui, ce pays voit,
lui aussi, son travail
s'exporter vers des contrées
toujours plus lointaines,
où les salaires sont encore
plus bas...









IL EST TEMPS QUE TU ACCEPTES LA RÉALITÉ. C'EST FINI L'ÉPOQUE OÙ ON AVAIT UN MÉME BOULOT TOUTE SA VIE. TOUT BOUGE.



CHERCHE AILLEURS, JE NE SAIS PAS MOI. MONTE UNE PETITE ENTREPRISE. BEAUCOUP DE HONGROIS L'ONT FAIT.

C'EST ÇA, ET COMBIEN ONT FAIT FAILLITE ? LES TROIS QUARTS !



BON SANG, IL FAUT SAVOIR S'ADAPTER, ÊTRE MOBILE...



EH...C'EST FACILE POUR TOI DE DIRE ÇA. TU ES FONCTIONNAIRE AU MINISTÈRE DU...



PAS CE DISCOURS ERZEBET... PAS TOI !



FAUDRAIT PAS QUE TU TE TROMPES DE RESPONSABLES ...

TU M'ÉNERVES LÀ, À ME FAIRE LA MORALE...



ILS SE DISPUTENT ENCORE ? C'EST PÉNIBLE À LA FIN

C'EST ENCORE UNE CRISE D'ADULTES... ÇA VA PASSER !



...TU VEUX QU'ON RETOURNE DEMAIN AU MARCHÉ POUR VOIR LA BELLE ROBE ?

MUUM... JE TE PROMETS, JE VAIS ESSAYER DE CHANGER...



TCHIC TCHIC TCHIC TCHIC TCHIC TCHIC TCHIC TCHIC



BON! MAINTENANT QUE TU AS VU, ON PEUT PEUT-ÊTRE RENTRER...



OUI, C'EST ÇA. RAMÈNE LES ENFANTS À L'HÔTEL. JE VOUS REJOINDRAI PLUS TARD. IL FAUT QUE J'EN SACHE PLUS.



EXCUSEZ-MOI MESDAMES... JE PEUX VOUS PARLER DEUX MINUTES. JE VOUS OFFRE UN THÉ ?



EN HONGRIE, JE TRAVAILLAIS SUR LES MODÈLES DE CHAUSSURES QUE VOUS FAITES EN CE MOMENT. ET ON M'A LICENCIÉE, AVEC CENT CINQUANTE AUTRES FEMMES.

C'EST PAS ÉTONNANT, NOTRE PATRON FAIT DE LA SOUS-TRAITANCE POUR TOUTE L'EUROPE. VOUS SAVEZ.



POUR LA HONGRIE, ÇA FAISAIT DEUX ANS QU'IL ATTENDAIT DE PRENDRE CE MARCHÉ.



C'EST POUR ÇA QU'IL A AGRANDI L'ATELIER L'AN DERNIER, EN PRÉVISION DE L'ARRIVÉE CHEZ NOUS DE CETTE NOUVELLE GAMME.



DEUX ANS ! ÇA VEUT DIRE QUE NOS LICENCIEMENTS ÉTAIENT PROGRAMMÉS.



ET VOS CONDITIONS DE TRAVAIL ?

C'EST PAS FACILE, MAIS BON... AU MOINS, DANS LES SECTEURS DE LA CHAUSSURE OU DU TEXTILE, IL Y A DU TRAVAIL POUR NOUS, LES FEMMES.



LA DÉLOCALISATION DE VOTRE USINE A PERMIS LE RECRUTEMENT DE CENT VINGT FILLES. TOUTES DU COIN...



ET ÇA EMPLOIE TOUS LES JOURS !

IL FAUT VOIR POURQUOI AUSSI. LES CONTRATS SONT PRÉCAIRES, LES SALAIRES BAS ET LES CHEFS TRÈS DURS. LES FILLES NE TIENNENT PAS LONGTEMPS.



MOI, PAR EXEMPLE, JE TRAVAILLE 48 HEURES PAR SEMAINE, PLUS UN SAMEDI SUR DEUX, ET JE GAGNE MOINS DE 200 EUROS PAR MOIS. SANS COMPTER LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, LA NUIT, ET QUE LE PATRON OUBLIE DE PAYER.

MAIS... VOUS N'AVEZ JAMAIS PENSÉ À VOUS BATTRE CONTRE TOUT ÇA ?



COMMENT ÇA NOUS BATTRE ? FAIRE GRÈVE ? VOUS RIGOLEZ ! UN JOUR, DEUX JEUNES FILLES ONT RÉCLAMÉ UNE TOUTE PETITE AUGMENTATION DE RIEN DU TOUT. LE PATRON S'EST MIS EN COLÈRE ET IL A CRIÉ QU'IL ALLAIT TOUT DÉLOCALISER EN INDE. ALORS...



ATTENDEZ, ET VOUS, QU'AVEZ-VOUS FAIT QUAND ILS ONT DÉCIDÉ DE VOUS METTRE DEHORS ?



BON, ON NE VOUDRAIT PAS RATER NOTRE BUS. ENCORE MERCI POUR LE THÉ.





NOTRE
ATTERRISSAGE À BUDAPEST EST
PRÉVU À...



QU'EST-CE QUE
TU AS ERZEBET ?



JE N'Y ARRIVERAI
PAS TIBOR.
CE MONDE VA TROP
VITE POUR MOI.



JE NE SAIS PAS QUOI
FAIRE, NI QUOI
PENSER.



TU COMPRENS,
JE NE PEUX MÊME
PAS REPROCHER
À CES FEMMES
TUNISIENNES QUI
GAGNENT DES
SALAIRES DE
MISÈRE
DE M'AVOIR
PRIS MON
TRAVAIL.



C'EST PAS POSSIBLE, IL
DOIT BIEN Y AVOIR DES
SOLUTIONS. DÉJÀ,
POURQUOI TU NE
RECHERCHES PAS TES
ANCIENNES COLLÈGUES ?
POUR PARLER, POUR
ESSAYER D'AGIR
ENSEMBLE. IL NE FAUT
PAS QUE TU RESTES
SEULE.

T'AS PEUT-ÊTRE
RAISON. IL DOIT BIEN
Y AVOIR D'AUTRES
GENS...



... DES ASSOCIATIONS,
DES SYNDICATS QUI
SE POSENT LES
MÊMES QUESTIONS
QUE MOI...

2009
7 OCTOBRE
EUROMANIF
POUR L'EMPLOI et
UN SALAIRE
POUR TOUS

EUROMANIF
POUR
L'EMPLOI
et
UN SALAIRE
DÉCENT
POUR TOUS

FIN

Quand l'emploi s'envole

Dans le peloton de tête des anciennes économies centralisées converties au marché, la Hongrie a longtemps fait figure de bon élève de la transition vers le capitalisme. Avec 45 milliards d'euros d'investissements directs étrangers (IDE) entre 1990 et 2002, l'économie hongroise était, en effet, l'une des plus ouvertes du monde, jusqu'à ce que...

En 2008, la Hongrie occupait le cinquième rang parmi les pays européens en matière d'attractivité des IDE. Les années 1990 ont ainsi vu la privatisation de 1 700 entreprises, et la Hongrie ne compte plus que 120 entreprises d'État en 2008. Si la transition a permis de moderniser l'appareil de production hérité du système planifié, elle a dans le même temps beaucoup affaibli l'économie du pays en la rendant très sensible aux soubresauts de la conjoncture internationale.

Comme une illustration, la crise financière d'octobre 2008 a produit ses effets sans délai sur certains indicateurs économiques hongrois. La monnaie nationale, le florin, a immédiatement décroché face au dollar et certains investisseurs étrangers semblent pressés de retirer leur mise. Conséquence, l'inflation, qui avait tendance à rester forte, même dans les années de croissance, se trouve de nouveau libérée par les premiers effets de la crise financière.

En matière de restructurations, la Hongrie avait opéré la majeure partie de ses mutations industrielles dès la fin des années 1990. Ses

pôles de compétitivité industrielle, constitués dès cette période sont : l'équipement automobile, la pharmacie, les hautes technologies (électrique et électronique). Il est vrai que la Hongrie disposait de moins d'industries lourdes que certains de ses voisins. Car le pays avait été très orienté vers l'agriculture et l'industrie dite légère dans le cadre de la Division internationale du travail du camp socialiste.

Si la Hongrie est connue pour le degré d'ouverture de son économie, elle l'est aussi pour le montant de son déficit public : près de 10 % du PIB en 2006, ce qui fait de la Hongrie le seul pays de l'Union européenne à ne respecter aucun des critères de Maastricht. Face à cette situation, les dirigeants hongrois envisagent, un plan d'austérité pour ramener le déficit public à 3,2 % en 2009. Pour réduire les dépenses, trois secteurs doivent subir, prochainement, d'importantes restructurations : la santé, l'éducation et l'administration. Dans l'histoire qui suit, Laslo semble malgré tout confiant dans la sécurité de son emploi de fonctionnaire, en comparaison de son épouse Erzebet, employée par une entreprise privée

La Hongrie est le seul pays européen à ne respecter aucun des critères de Maastricht.



du secteur textile. Pourtant, le gouvernement hongrois prévoit des réductions massives d'effectifs, y compris dans la fonction publique (-20%). Quant au système de retraites, il a déjà subi une réforme de "libéralisation" dès 1997, avec l'introduction d'un pilier "capitalisa-

tion". Mais l'attachement des Hongrois à leur modèle social reste fort. Le 9 mars 2008, par voie référendaire, près de 82 % d'entre eux ont refusé l'introduction de franchises médicales et de frais d'inscription à l'université.

Une solution européenne

Pour Erzebet, qui est licenciée, les perspectives de reclassement sont minces : malgré un taux de chômage relativement faible, autour de 7 % en 2006 et 2007, la Hongrie commence à vivre à son tour le phénomène des délocalisations. Dans un pays où plus de 800 000 PME emploient 2,5 millions de personnes et réalisent le tiers des exportations, le secteur des PME ou celui de la micro-entreprise ne peuvent constituer la planche de salut pour tous les travailleurs perdant leur emploi, comme semble le penser Erzebet.

Cette absence de perspective, lorsque l'on a consacré avec passion une partie de sa vie à un métier, est particulièrement destructrice pour la santé mentale. Les salariés licenciés, et par ricochet leurs proches, y sont durement confrontés. Briser l'enfermement, reconstruire des chemins de redéploiement professionnel, a fortiori dans un contexte économique déprécié, demande des sursauts d'énergie qui font souvent défaut, à ces moments de la vie...

La tragédie vécue par Erzebet peut paraître inhabituelle : la réputation de la Hongrie dans l'esprit des travailleurs ouest-européens est, en effet, plutôt celle d'une terre d'accueil d'usines

délocalisées. Le poids des IDE, évoqué plus haut semble le confirmer. Pourtant, cette image tend à se modifier substantiellement et l'on observe un nombre croissant de délocalisations —parfois en cascade, c'est-à-dire provenant déjà une première fois d'Europe occidentale— vers des pays extérieurs à l'UE (Turquie, Maghreb, Ukraine).

L'aventure d'Erzebet et de Laslo risque de se répéter dans un proche avenir : les équipementiers automobiles, les industries high-tech et pharmaceutiques, après avoir fait les douze glorieuses de la Hongrie, pourraient bien fuir devant l'amointrissement du différentiel de salaires entre l'est et l'ouest de l'Union européenne. Rompre le cercle vicieux de la mise en concurrence des salariés entre eux est difficile. Si l'Organisation internationale du travail (OIT) stipule dans sa déclaration constitutive que « le travail n'est pas une marchandise », la réalité oppose âprement les salariés entre eux. Pour restaurer le sens du principe fondateur de l'OIT, l'histoire d'Erzebet nous invite à tisser les solidarités syndicales européennes et internationales qui permettront de lutter contre la guerre des prix du travail.



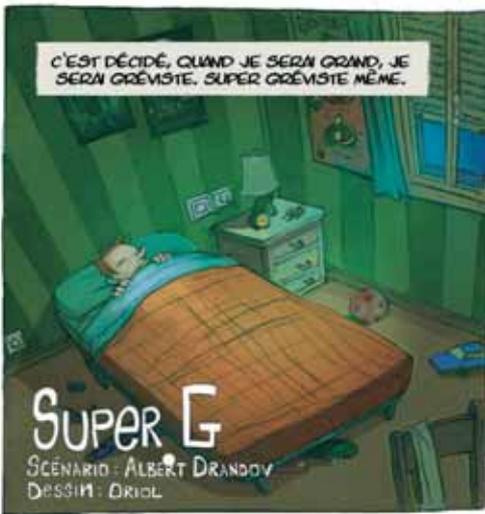
Espagne

Du rêve à la grève

En Espagne, Javi est un
gamin comme les autres
ou presque...
Depuis qu'il voit son père
se battre avec
ses camarades d'usine
pour sauver leur emploi,
ses rêves sont peuplés
de grève.
D'ailleurs, c'est décidé,
quand il sera grand, il sera
Super G, le super gréviste.
Les patrons n'ont
qu'à bien se tenir...



Remerciements à
Jaume Major Salvi



SUPER G

SCÉNARIO : ALBERT DRANDOV
DESSIN : DRIOL





JE ME RAPPELLE, ÇA A COMMENCÉ JUSTE APRÈS LA RENTRÉE DES CLASSES. ILS PARLAIENT SOULEMENT DANS LA CUISINE. DES HISTOIRES DE PARENTS CLOUCI.

COUCOU, JE SUIS RENTRÉ.



SALUF QUE LÀ, ÇA AVAIT L'AIR TELLEMENT GRAVE QU'ON OUBLIAIT DE ME DONNER MON GÔTER.

VAS FAIRE TES DEVOIRS.



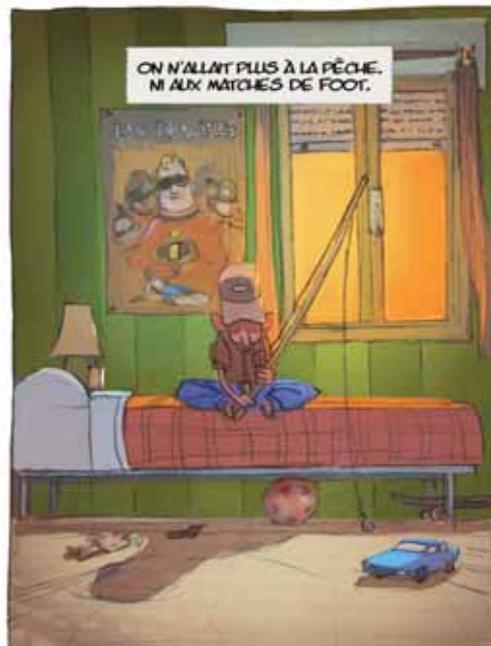
LE SOIR, À TABLE, J'AI VITE SENTI QU'IL NE FALLAIT RIEN DIRE. MÊME QUAND MON PÈRE FUMAIT PENDANT LE REPAS.



UN JOUR, IL Y A EU UNE RÉUNION À LA MAISON AVEC PLEIN DE COLLÈGUES DE PAPA. COMME S'ILS N'AVAIENT PAS UNE COUR DE RÉCRÉATION DANS LEUR USINE POUR ÇA ?



J'AI RIEN COMPRIS DE LEURS PROBLÈMES AU TRAVAIL. PAR CONTRE, CE QUE J'AI BIEN VU, C'EST QUE JE N'EXISTAIS PLUS AUX YEUX DE MON PÈRE.



ON N'ALLAIT PLUS À LA PÊCHE. NI AUX MATCHES DE FOOT.



POUR ME FAIRE REMARQUER, J'AI DEMANDÉ À MON VOISIN DE ME PRÊTER SON MAILLOT DU FC BARCELONE.



MON PÈRE M'A VITE RAPPELÉ QU'IL ÉTAIT SUPPORTER DU FC VALENCE...



LA SEMAINE D'APRÈS, À L'ÉCOLE, TOUTS MES COPAINS RACONTAIENT DES HISTOIRES DE PAPAS ENERVÉS OU MALADES. UNE VRAIE ÉPIDÉMIE...

...
IL FAUT DIRE QUE NOS PÈRES TRAVAILLENT TOUS DANS LA MÊME USINE.



MÊME NOUS, ÇA NOUS ÉNERVAIT. LA MAÎTRESSE DEVENAIT FOLLE.



ÇA S'EST CALMÉ QUAND MON PÈRE A DÉBOULÉ À LA MAISON EN PLEIN MIDI...

ON EST EN GRÈVE!

J'AI D'ABORD CRU QU'IL PARLAIT DU NOM DE LA MALADIE DES OUVRIERS...



LE LENDEMAIN, AU REPAS DE FAMILLE, TOUT LE MONDE ÉTAIT JOYEUX, MAMAN AVAIT MIS DU ROUGE À LÈVRES, PAPA AVAIT JETÉ SES MÉDICAMENTS POUR LES NERFS...

... ET GRAND-PÈRE N'ARRÊTAIT PAS DE CRIER "GRÈVE GÉNÉRALE!", "VIVE LA RÉPUBLIQUE". ALORS MOI AUSSI JE CRIAIS.

VIVE LE GÉNÉRAL!



APRÈS, JE N'AI PAS REVU MES PARENTS DE L'APRÈS-MIDI.

HI...HI...NON, ARRÊTE...

C'EST QUAND QUE JE GOÛTE ?



HEUREUSEMENT, LE SOIR, PENDANT LA PROMENADE, MON PÈRE M'A TOUT EXPLIQUÉ. RIEN QUE POUR MOI.

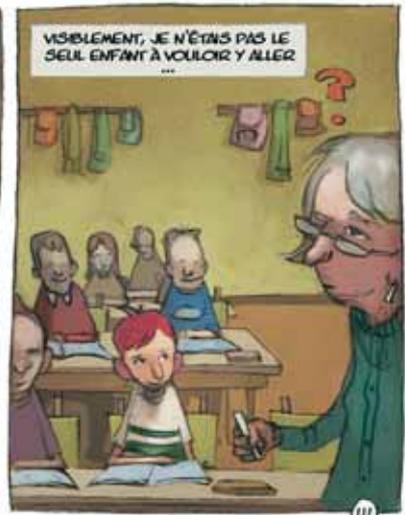
ILS VEULENT DÉLOCALISER LA PRODUCTION ET VIRER TROIS CENT GARS.

JE N'AI PAS TOUT COMPRIS MAIS J'ÉTAIS FIER.



J'AI SURTOUT RETENU QUE SI J'ÉTAIS SAGE EN CLASSE...

... J'IRAI AVEC LUI DIMANCHE À LA MANIFESTATION.



VISIBLEMENT, JE N'ÉTAIS PAS LE SEUL ENFANT À VOULOIR Y ALLER...



AU DÉBUT, LA MANIF, ÇA ME FAISAIT UN PEU PEUR.



IL Y AVAIT DU MONDE MAIS CE N'ÉTAIT PAS COMME AU FOOT...

PAS LES MÊMES DÉGUISEMENTS QUOI.



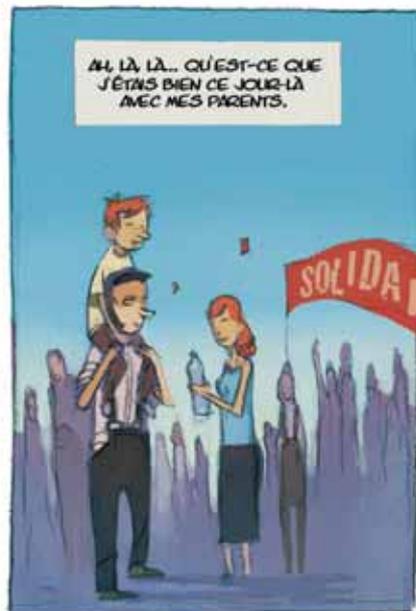
MAIS C'EST DEVENU VITE TRÈS DRÔLE. ON POUVAIT MARCHER SUR LA CHAUSSÉE, À LA PLACE DES VOTURES.



ON AVAIT LE DROIT DE JETER DES PAPIERS PAR TERRE. IL Y AVAIT PLEIN DE COPAINS DE L'ÉCOLE.



JE POUVAIS MÊME FAIRE DES GRIMACES SANS ME FAIRE GRONDER PAR PAPA.



AH, LÀ, LÀ... QU'EST-CE QUE J'ÉTAIS BIEN CE JOUR-LÀ AVEC MES PARENTS.

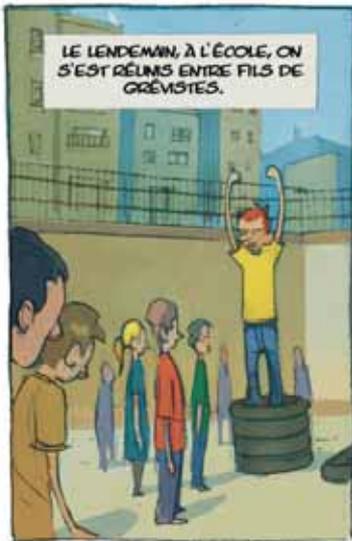


J'ÉTAIS LE ROI DU MONDE.



FATIGUÉ MAIS LE ROI DU MONDE.

IV



LE LENDEMAIN, À L'ÉCOLE, ON S'EST RÉUNIS ENTRE FILS DE GRÉVISTES.



PLUS ON A ESSAYÉ DE CONVAINCRE LES ENFANTS DES NON GRÉVISTES DE BLOQUER L'ÉCOLE AVEC NOUS.



C'EST LA DIRECTRICE QUI A ARRÊTÉ LES DISCUSSIONS. ET ELLE A APPELÉ MA MÈRE.

OUI MADAME, ET IL A TRAITÉ SES CAMARADES D'ANALPHABÈTES.



ON A DÛ PROMETTRE DE SE TENIR À CARREAU POUR POUVOIR ALLER À LA PROCHAINE MANIF.



EN ATTENDANT, IL Y AVAIT UNE AMBIANCE INCROYABLE À LA MAISON ET DANS LE QUARTIER. PIRE QUE POUR LA FÊTE DE LA VILLE.



LE JOUR J, ÇA NE S'EST POURTANT PAS PASSÉ COMME PRÉVU POUR NOUS LES ENFANTS.

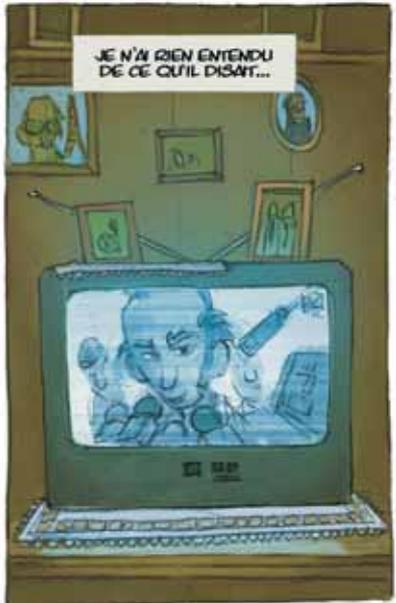
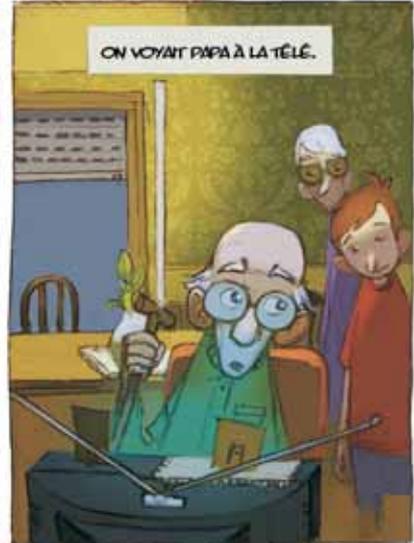
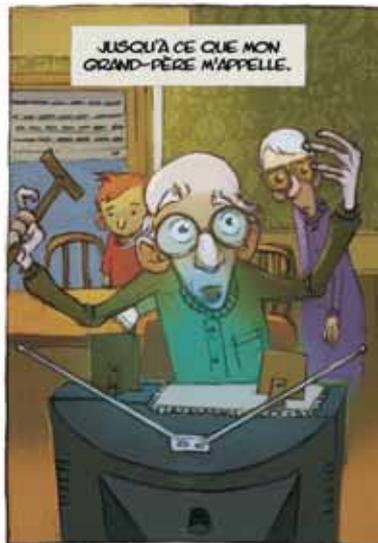
CETTE FOIS, ÇA RISQUE D'ÊTRE DANGEREUX... TU IRAS CHEZ GRAND-MÈRE.



J'ÉTAIS FURIEUX. C'ÉTAIT COMME UNE TRAHISON. DE CELLES QU'ON VOIT DANS LES FILMS À LA TÉLÉ. J'AI ALORS FAIT MA MANIFESTATION, DANS LE SALON.



MAIS IL N'Y A PAS EU DE NÉGOCIATIONS.



DU COUP, LE MATIN, À L'ÉCOLE, MON CERVEAU AVAIT ENCORE SOMMEIL. ET JE N'AI PAS VU LA DRÔLE D'AMBIANCE QU'IL Y AVAIT.



TOUJOURS LE MONDE ÉTAIT SUR LES NERFS. À ATTENDRE QUELQUE CHOSE QUI NE VENAIT PAS.

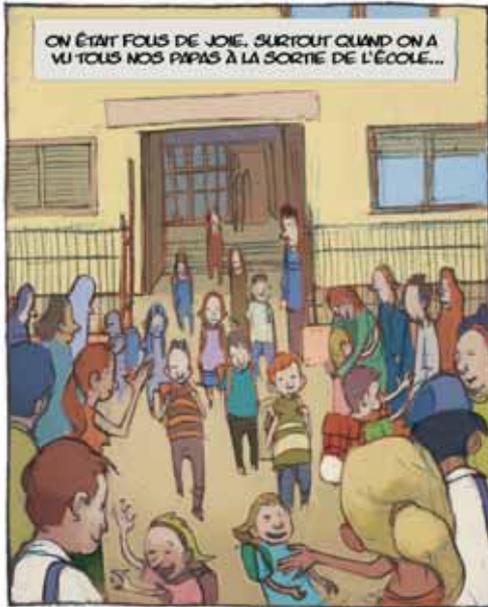


C'EST FEDERICO, LE GROS QUI ARRIVE TOUJOURS EN RETARD, QUI NOUS A APPRIS LA NOUVELLE.



NOS PÈRES AVIENENT GAGNÉ !

ON ÉTAIT FOUS DE JOIE, SURTOUT QUAND ON A VU TOUTS NOS PAPAS À LA SORTIE DE L'ÉCOLE...



ILS VENAIENT NOUS CHERCHER POUR QU'ON AILLE, TOUS ENSEMBLE, À LA FÊTE DE LA VICTOIRE DANS LA COUR DE RÉCRÉATION DE LEUR USINE.



MAMAN M'A LAISSÉ MANGER TROIS FOIS DES SAUCISSES. QUEL SOUVENIR !

C'EST SÛR, CA SERA GÉNIAL QUAND JE SERAI SUPER G.



IL Y A JUSTE UN PETIT TRUC QUI ME CHIFFONNE...



...D'APRÈS CE QUE JE VOIS À LA TÉLÉ, JE CROIS QUE JE VAS ÊTRE TRÈS VITE DÉBORDÉ DE TRAVAIL.



ET TROP TRAVAILLER, IL PARAIT QUE C'EST PAS BON POUR LA SANTÉ.

FIN

Le prix de la croissance

L'internationalisation de l'économie espagnole a accéléré les restructurations en cours depuis les années 1970... Afflux de capitaux étrangers, privatisation des entreprises publiques, surendettement des ménages, délocalisations, révision à la baisse du droit du travail... Fin du miracle espagnol ?

Malgré la rupture constituée par la crise des années 1970 et les restructurations qui l'ont accompagnée, l'emploi industriel s'est maintenu à un niveau élevé (30,1 % en 2006). L'emploi dans les services a lui fortement augmenté depuis les années 1970, pour atteindre 64,6 % en 2006.

En matière de restructurations, l'Espagne a enregistré tout au long des années 1990, un mouvement continu de fusions et acquisitions qui ont affecté son patrimoine économique, impliquant une part importante de capitaux étrangers (près de 60 % du total des fusions acquisitions). Cette augmentation de la part de l'actionnariat étranger dans le capital des entreprises espagnoles a certes permis, dans quelques cas, de créer ou de maintenir des emplois. Mais elle a aussi, dans le même temps, fragilisé les implantations industrielles espagnoles, en les rendant plus sensibles aux soubresauts de la conjoncture internationale.

Cette internationalisation de l'économie espagnole s'est doublée, au cours de la même décennie, d'un assouplissement significatif de la législation du travail. Une situation qui a facilité d'une part, les restructurations et les licen-

ciements, d'autre part un important processus de privatisations des entreprises publiques, surtout à partir de 1996. De plus, l'encadrement des restructurations par des dispositifs publics s'est affaibli. Les organisations syndicales se sont trouvées alors privées de la possibilité de s'appuyer sur certains outils juridiques.

Le début de la décennie 1990 a ainsi coïncidé, après la croissance soutenue de la fin des années 1980, avec une explosion du chômage dont le niveau record de 23,9% fut atteint en 1994. A la fin des années 1990, la situation s'est cependant améliorée. Le pays a bénéficié d'une croissance relativement soutenue, donnant le sentiment au consommateur espagnol de rattraper le niveau de vie de ses voisins européens.

Mais attention, dans un pays où la dette des ménages atteint 130 % de leurs revenus, la crise financière risque, compte tenu du niveau d'endettement élevé, de stopper brutalement cette amélioration, comme dans bien des pays européens. Le taux de chômage atteint 10,4 % en 2008 et connaît de nouveau des tendances significatives à la hausse.

Dans un pays où la dette des ménages atteint 130 % de leurs revenus, la crise financière risque de stopper brutalement cette amélioration.



Pays d'accueil dans les années 1980 des premiers mouvements de délocalisation des vieilles nations industrielles européennes, l'Espagne voit aujourd'hui son statut s'inverser. Le pays subit à son tour des mouvements de délocalisation, notamment vers l'autre rive de la Méditerranée. Malgré tout, le domaine de la

santé au travail connaît une forte expansion. Des instituts spécialisés, bien souvent au service du mouvement syndical, mettent au jour les atteintes physiques ou morales à la santé des travailleurs. Qu'elles se produisent ou non dans le cadre de restructurations...

Question de dignité...

Les aventures de Javi, au travers de ces quelques planches, nous invitent à examiner les pistes qu'offre la mobilisation pour faire face à un mouvement de restructuration industrielle. Il est clair que l'issue offerte par l'histoire est relativement exceptionnelle : une grève conduit rarement à un arrêt du processus de casse industrielle ou de suppression d'emplois.

Nombreux, en revanche, sont les exemples de mobilisations qui débouchent sur des aménagements substantiels des plans de restructuration initialement envisagés par les directions d'entreprises. Ces aménagements sont en général, la réduction du nombre de postes supprimés, des perspectives de reclassement au sein d'un groupe ou dans la région, l'amélioration des dispositions prévues par les législations nationales, notamment en matière d'indemnités, de départ anticipé ou de formation.

Ces mesures, fréquemment acquises dans le cadre de la lutte, en modifiant rarement l'issue. Les salariés perdent leur emploi, des entreprises sont fermées ou délocalisées.

Au-delà du gain de mesures sociales d'accom- pagnement, la lutte permet aussi aux équipes qui l'animent de se réappropriier l'entreprise au moment où celle-ci semble devoir leur échapper. C'est la solidarité qui redonne confiance, fierté et dignité, sentiments bien souvent entamés par la restructuration. Elle est un moyen de contrecarrer les atteintes au moral, ce symptôme du lien entre restructuration et état de santé des salariés et de leurs proches.

Cet aspect essentiel échappe bien souvent à l'étude des effets des restructurations : leur caractère massif n'entame pas uniquement l'état de santé des salariés directement concernés. Il affecte également leurs familles, leur environnement proche, leur régions de résidence. Dans un tel contexte, la lutte peut être vécue comme une thérapie collective permettant, au moins dans un premier temps, de juguler les effets psychologiques immédiats du processus de restructuration. D'où la fierté de notre jeune Javi d'avoir un papa qui ne baisse pas les bras.



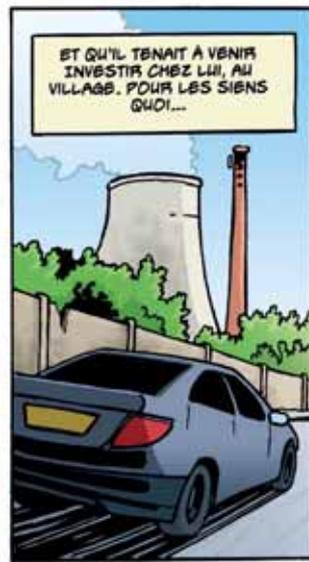
Bulgarie

Le travail ou la santé ?

En Bulgarie, le Dr Petrov est confronté au cynisme d'un vieil ami qui, jouant les repreneurs, n'hésite pas à transformer une usine de métaux en centre de retraitement de déchets toxiques. Et au diable la santé des salariés, dividendes obligent...



Remerciements à
Emilia Dimitrova





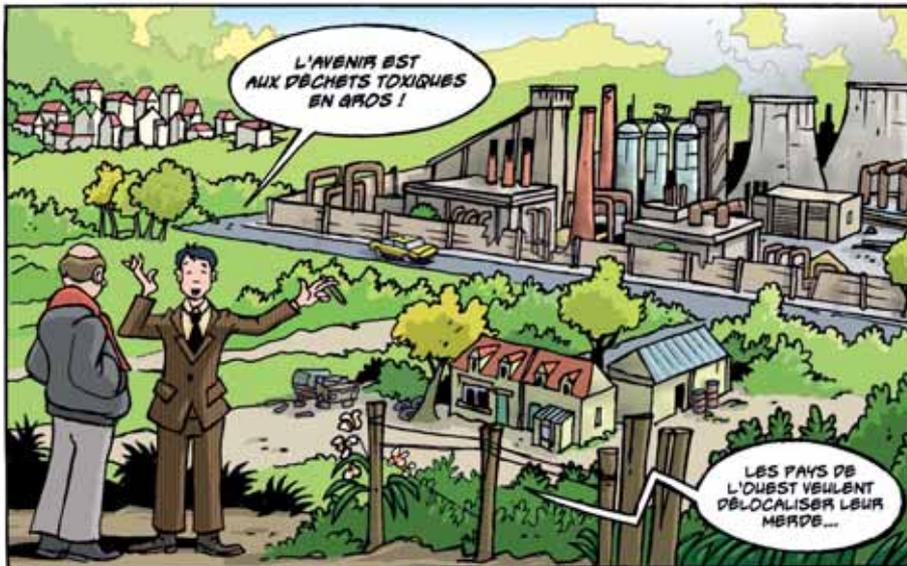


TU VOIS, VLADIMIR, JE VAIS TOUT CHANGER ICI.

FINI LE RECYCLAGE DE VIEILLES BATTERIES DE VOITURES.



AVEC L'EUROPE, IL FAUT VOIR GRAND MAINTENANT !



L'AVENIR EST AUX DÉCHETS TOXIQUES EN GROS !

LES PAYS DE L'OUEST VEULENT DÉLOCALISER LEUR MERDE...



J'EN FERAI DE L'OR ! J'AI DÉJÀ DES CONTRATS AVEC DES ITALIENS.

BILIP ! BILIP !



PATRON, LE TÉLÉPHONE C'EST...

MAIS LAISSE MOI DONC AVEC CE PORTABLE, ABRUTI !

TU NE VOIS DONC PAS QUE JE ME RESSOURCE, LA ?

TU ME FAIS PERDRE LE FIL...



OU EN ÉTAIS-JE... AH OUI.

AVANT DE RELANCER LE SITE, IL FAUDRA JUSTE QUE JE DÉGRAISSE UN PEU LES EFFECTIFS.

DE MOITIÉ.

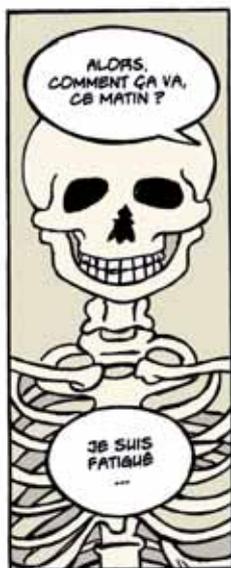
MAIS... TU NE PEUX PAS FAIRE ÇA ! LA PLUPART SONT PROCHES DE LA RÉTRAITE ET...



ON A PLEIN D'OUVRIERS VICTIMES DE MALADIES PROFESSIONNELLES !

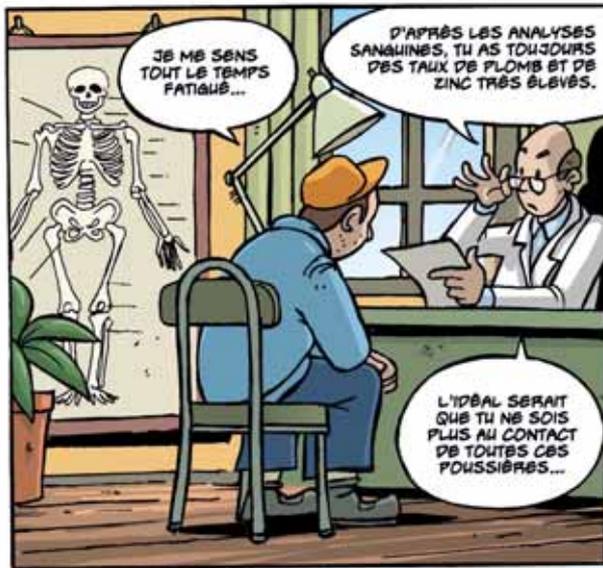
AH OUAIS ? BAH,

FAIS MOI DONC UN PETIT RAPPORT SUR LE NOMBRE DE MALADES, TIENS !



ALORS, COMMENT ÇA VA, CE MATIN ?

JE SUIS FATIGUÉ ...



JE ME SENS TOUT LE TEMPS FATIGUÉ ...

D'APRÈS LES ANALYSES SANGUINES, TU AS TOUJOURS DES TAUX DE PLOMB ET DE ZINC TRÈS ÉLEVÉS.

L'IDÉAL SERAIT QUE TU NE SOIS PLUS AU CONTACT DE TOUTES CES POUSSIÈRES ...



BEN, J'AIMERAIS BIEN, DOCTEUR, MAIS C'EST PAS POSSIBLE,

IL Y EN A PARTOUT OÙ JE VIS ! DANS LES JARDINS, LES AVIIONS, LES MAISONS !



JE SAIS, JE SAIS. J'AI FAIT FAIRE DES ANALYSES DE L'EAU PAR DES AMIS ÉCOLOGISTES DE SOFIA.



...ET DES ANALYSES DE SANG DES GAMINS DE L'ÉCOLE.

TOUTE LA ZONE EST POLLUÉE !



MAIS NI LE MAIRE, NI LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE N'ONT ENVIE QU'ON EN PARLE.



ALORS, VLADIMIR, CE BILAN ?

CLIC !



ET BIEN ...

SUR 220 SALARIÉS, J'AI COMPTÉ 107 MALADES. ÉSSSENTIELLEMENT À CAUSE DES MÉTAUX LOURDS QU'ILS ONT MANIPULÉS PENDANT 20 ANS ...

ET BEN C'EST PARFAIT !



NOUS AVONS TROUVÉ CEUX QUE JE VAIS VÉRER !

AH, ET UNE PETITE CHOSE EN PLUS :

TU PARTIRAS AVEC EUX !



DÈS LE LENDEMAIN.

NOUS NE DEVONS PAS NOUS LAISSER FAIRE !

BULIMÉTAL PEUT VIVRE AVEC TOUT SON PERSONNEL !



QU'EST-CE QUE TU VEUX QU'ON Y PASSE ? C'EST PARTOUT PARÉIL... C'EST FOUTU ON TE DIT !

OUAIS... MOI J'IRAI OUVRIR UN PETIT COMMERCE AVEC MON FRÈRE, A KUSTENDIL.

ET MOI J'IRAI FAIRE TAXI AVEC MON COUSIN A BOBOSHEVO.



ON NE PEUT QUAND MÊME PAS SE LAISSER VIVRE COMME ÇA LES SALARIÉS MALADES ?

ALLEZ... T'AS TOUJOURS EXAGÉRÉ SUR LES DANGERS DE L'USINE !



ON N'EST PAS EN FORME, LÀ, HEIN ? AH AH...

FAUT BIEN MOURIR UN JOUR, NON ?



IL FAUDRAIT PORTER PLAINTE ET DEMANDER À LA POLICE D'ENQUÊTER SUR L'ORIGINE DES FONDs DU REPRENEUR.

AH AH AH !



BH, DOCTEUR, TU CROIS ENCORE AU PÈRE NOÛL, A TON ÂGE ?

AH AH AH

LASSE TOMBER, VLADIMIR



AH AH AH !

ET BIEN, JE ME BATTRAI TOUT SEUL !





FIN

Une intégration économique au pas de charge

La Bulgarie a connu, au cours des années 1990, un bouleversement économique, notamment dans l'industrie, qui a plongé le pays dans une récession sans précédent. Des restructurations tardives – mais violentes – lui ont fait perdre la moitié de ses capacités de production en quatre ans. Dans le même temps, les licenciements se comptèrent par millions...

Dans le cadre des échanges commerciaux internes au bloc soviétique, la Bulgarie a été à la fois spécialisée dans l'industrie et l'agriculture. Elle a hérité à la charnière des années 1980 et 1990, d'une économie fortement centralisée. Dominé par quelques groupes industriels étatisés en 1989, le tissu économique est passé de la prépondérance de la puissance publique à celle des capitaux privés en 2001. Au cours de cette période, la part du secteur privé a ainsi augmenté de moins de 1% du PIB à près de 70 %. Une telle évolution n'a pu s'opérer qu'au prix de bouleversements majeurs qui ont affecté tant le volume que la qualité des emplois.

Entre 1990 et 1999, plus d'un million et demi de travailleurs ont perdu leur emploi, suite à des restructurations, dont près de 950 000 sur les seules années 1991, 1992, 1993. Or, ces pertes se sont déroulées, dans leur très grande majorité, en l'absence de mesures sociales d'accompagnement. Moins de 10 000 chômeurs ont bénéficié au cours de l'année 2000 d'une formation de requalification (pour un total de près de 700 000 à cette date).

En trois ans, près d'un million de personnes ont perdu leur emploi suite à des restructurations...

Il a fallu attendre les privatisations des très grandes entreprises de 2003-2004, pour que l'administration fixe aux repreneurs l'obligation de mettre en œuvre des dispositifs sociaux d'accompagnement des restructurations. Depuis cette date, le ministère du Travail promeut une politique plus active de l'emploi (programmes de retour vers l'emploi, formations, allègements fiscaux en cas d'embauche).

La privatisation en Bulgarie s'est donc opérée tardivement, principalement à partir de 1997-1998, et la part des capitaux étrangers dans le processus est restée très modeste, comparée à celle de la Hongrie. Certaines privatisations ont donné lieu à d'importantes batailles politiques, voire géopolitiques, autour de fleurons industriels nationaux (Bulgartabak dans l'agro-alimentaire, BTK dans les télécommunications).

De nombreux secteurs économiques subissent encore aujourd'hui des programmes de réformes ou de privatisations, dont on promet qu'ils amélioreront la rentabilité des établissements qui en sont le cœur de cible. Or, ces restructurations massives ont aussi profondément affecté le niveau



et les conditions de vie des Bulgares. Comme dans plusieurs pays de l'ancien glacis soviétique, l'espérance de vie a stagné au cours des années 1990. La paupérisation de la population bulgare a entretenu le cercle vicieux de la dégradation de soi, sur le plan physique comme moral. Les salaires sont restés très bas, conférant au pays un avantage compétitif international en matière de coût du travail, accentuant la détérioration du climat social.

Pouvoir dire "non"

C'est dans ce contexte que se déroule l'histoire du rachat de Bulgimétal par un investisseur bulgare, soucieux de proposer à des partenaires étrangers une solution au retraitement de leurs déchets toxiques. Le coût de la main-d'œuvre joue sans doute dans ce choix d'investissement. Pourtant, le gain semble encore insuffisant au repreneur. A la faveur d'un plan de licenciements, ce dernier s'appuie sur le médecin du travail de l'entreprise pour se débarrasser des salariés les plus usés par la rudesse des conditions de travail.

La résistance du docteur Pétrov pose une série de questions qui mettent au jour différents aspects du lien entre les restructurations industrielles et la santé des travailleurs. Faute de combativité suffisante du collectif de travail menacé par les projets du repreneur, Pétrov tente de mobiliser l'opinion publique autour des risques physiques et environnementaux que représente la réorientation de l'activité de l'usine vers le traitement des déchets dangereux. La démarche du docteur bénéficiera, de

A partir de 2000, la réforme entreprise des systèmes de santé, de retraite, d'assurance et de protection sociale, renforce le choc social consécutif aux restructurations économiques. En accélérant la mise en place d'un système à deux vitesses, elle laisse de côté ceux qui n'ont pas les moyens de s'acquitter de services désormais payants.

manière fortuite, d'une résonance médiatique qui aura raison du projet industriel. Mais finalement, le doute s'installe alors chez les salariés, qui se demandent ce qu'ils ont gagné dans le départ du repreneur.

L'arbitrage entre perte de l'emploi et perte de la santé touche un aspect fondamental, sans doute aussi ancien que les relations du travail elles-mêmes. S'il devient de plus en plus intolérable de perdre sa santé en gagnant sa vie sous le ciel européen, bien des travailleurs dans le monde, qui ne peuvent établir un rapport de force leur permettant d'agir autrement, se voient contraints de mettre en péril leur santé pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

Quant au poids de l'opinion publique et des médias, s'il n'est pas à négliger lorsque l'on traite de questions de santé, de risques professionnels ou environnementaux, l'aventure de Pétrov nous rappelle qu'il peut être à double tranchant.



Royaume-Uni

L'utopie au charbon

Au Royaume-Uni, des mineurs rachètent leur puits dont les patrons ne veulent plus. Ils changent les méthodes de travail, privilégiant la prévention et la santé des salariés.

Et ça marche !

C'est dans ce contexte que Jim, sans emploi, va être recruté par des patrons peu ordinaires...



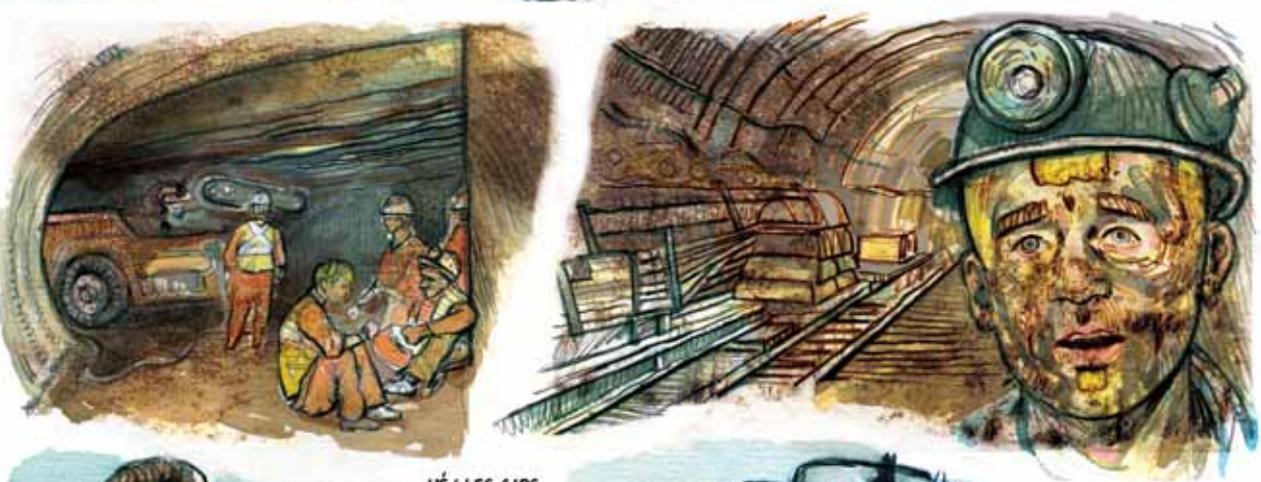
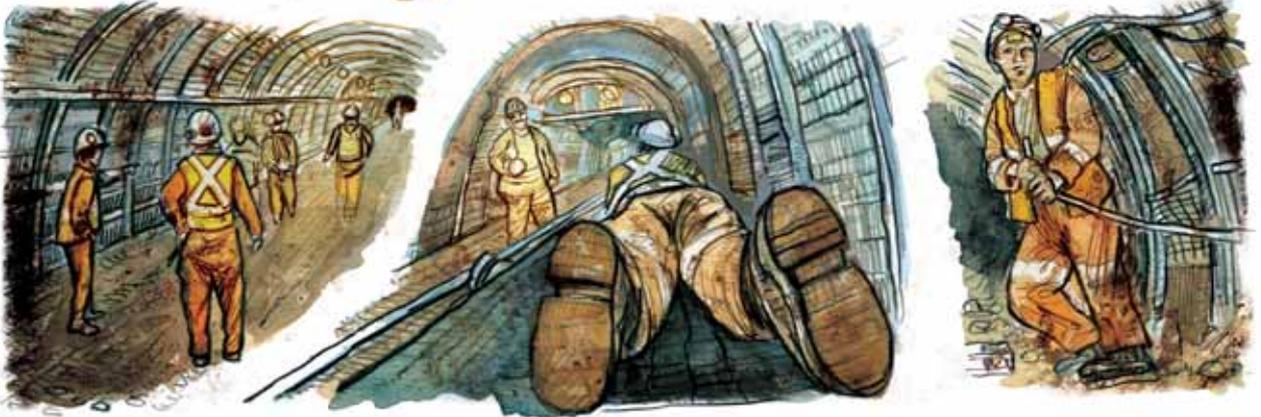
Remerciements à
Jean-Michel Carré,
réalisateur du film
"Charbons ardents" (1998)
et à Nathalie Towner

LA MINE

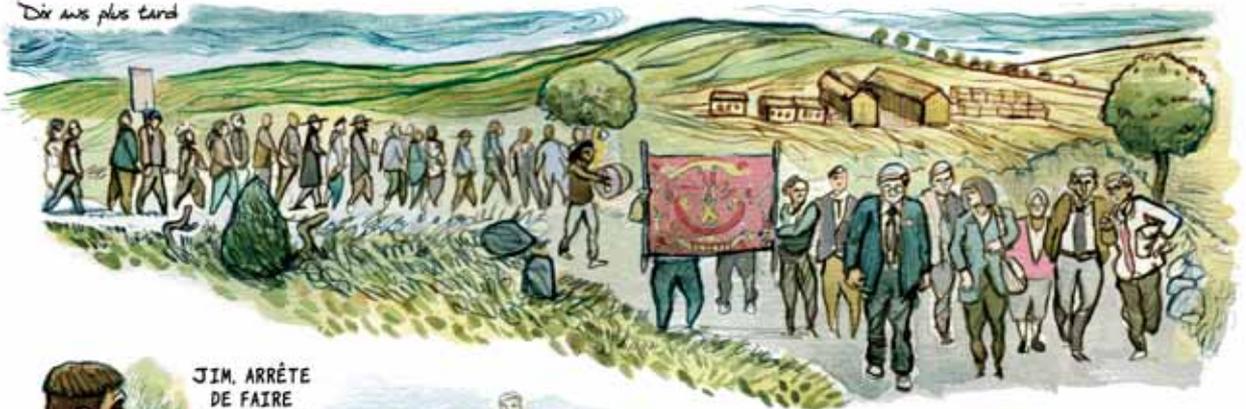
SCÉNARIO : ALBERT DRANDOV DESSIN : DAMIEN ROUDEAU







Dix ans plus tard



JIM, ARRÊTE DE FAIRE LE CLOWN !

ON NOUS ATTEND POUR LA FÊTE !



HEU... DÉSOLÉ, MAIS...

JE VIENS DE RECEVOIR LE RAPPORT DU GÉOLOGUE.

FAUT QU'ON SE VOIE !



LE DERNIER FILON SERA BIENTÔT ÉPUISÉ...

JE CRAINS QU'ON NE SOIT OBLIGÉ DE FERMER NOTRE MINE.



COMBIEN ?



SIX MOIS...



MES AMIS, VOUS LE SAVEZ, NOTRE UTOPIE S'ARRÊTE LÀ PROVISOIREMENT. J'EN SUIS CERTAIN !

NOUS SOMMES LES SEULS MINEURS AU MONDE À AVOIR DÉFIÉ TOUS LES DISCOURS DES LIBÉRAUX QUI NE PENSENT QU'À ÉCRASER LES RÊVES SOLIDAIRES DES HOMMES...

NOUS ALLONS FERMER LA MINE, MAIS NOUS AVONS OUVERT LA VOIE.

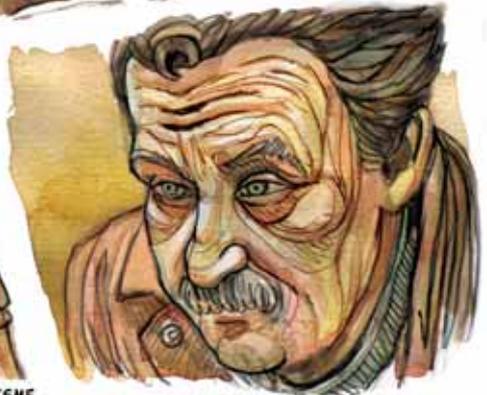
NOUS AVONS PROUVÉ QU'IL ÉTAIT POSSIBLE DE GÉNÉRER DES BÉNÉFICES TOUT EN RESPECTANT LES SALARIÉS ET LEURS FAMILLES.



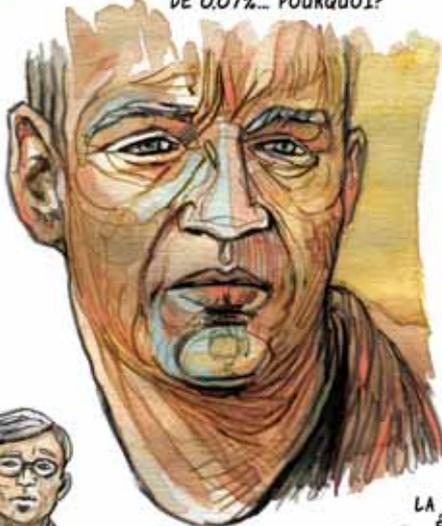
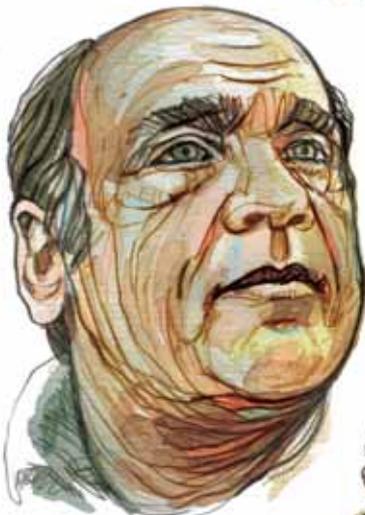
ICI, NOUS AVONS AFFICHÉ UN DES TAUX D'ACCIDENT DU TRAVAIL LES PLUS FAIBLES DU MONDE...



UN TAUX D'ABSENTÉISME DE 0,07%... POURQUOI?



PARCE QU'ICI NOUS AVONS DÉFENDU NOTRE DIGNITÉ DE TRAVAILLEURS ET NOTRE FIERTÉ D'HOMMES...



LA PRIORITÉ ÉTAIT ÉVIDEMMENT DE PLACER NOS JEUNES...



MAIS NOUS EN REPARLERONS...

L'URGENCE MAINTENANT C'EST DE RETROUVER UN JOB !

JOHN, NOTRE CHEF DU PERSONNEL, VA VOUS DIRE CE QU'IL EN EST...



MAIS APRÈS CE QU'ON A VÉCU CROYEZ BIEN QUE JE SUIS PAS FIER DE VOUS ANNONCER LE NOM DES BOÎTES QUI RECRUTENT...



PAS LA GRANDE FORME, HEIN?

Ouais... depuis que je suis là, c'est la déprime complète ! même ma copine en a eu marre...

PLEIN DE KETCHUP, AVEC MES FRITES !



TU SAVAIS QUE DES INVESTISSEURS PRIVÉS ALLAIENT ROUVRIER DES MINES DANS LA RÉGION?

J'AI ENTENDU OUAIS... POUR EUX AUSSI ÇA DEVIENT RENTABLE.

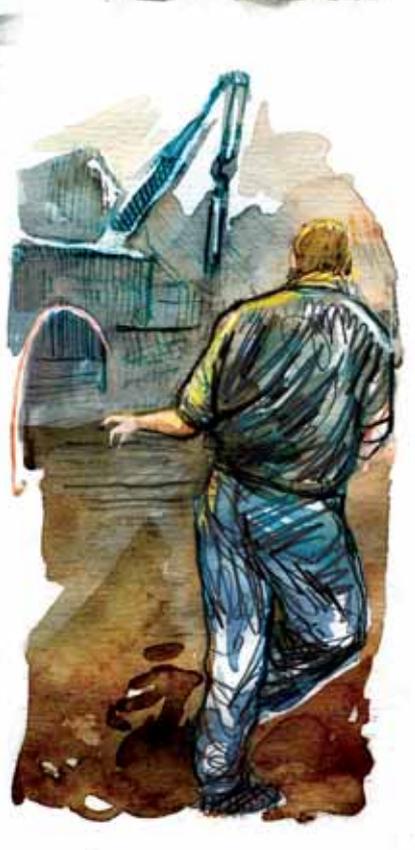
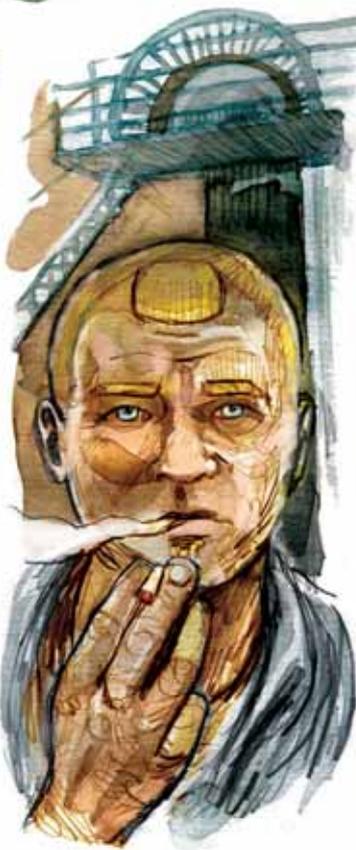


J'EN RÊVE MÊME LA NUIT !

TU VEUX PASSER À LA MAISON POUR BOIRE UN VERRE?



NON, C'EST GENTIL, JE COGITE PAS MAL EN CE MOMENT...



Le déclin programmé de l'industrie

S'il est un pays où les restructurations ont pris une forme emblématique, c'est bien le Royaume-Uni. Les années 84-85 ont été celles d'une lutte acharnée entre le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher et le Syndicat national des mineurs (NUM). De manière générale, entre 1978 et 2007, 55 % de l'emploi a été détruit dans l'industrie, ce qui représente près de 3 millions de personnes...

Dans le secteur de l'eau et de l'énergie, (y compris les mines), ce sont plus de 73 % des emplois qui ont été supprimés. Au cours de la même période, l'emploi dans la finance et les services financiers a progressé de 136 %, la part des salariés de ce secteur passant de 10,4 à 20,9 % de la population active britannique. La crise financière entamée en 2008 menace ces emplois, qui risquent fort de subir des restructurations d'une violence comparable à celle dont ont souffert les mineurs au milieu des années 1980.

La mise au pas de la citadelle ouvrière minière s'est donc faite au prix de dizaines de milliers de licenciements sur fond d'assouplissement des législations sociales et du travail et d'affaiblissement du mouvement syndical. Le gouvernement de l'époque a mis en place une politique délibérée de substitution de la forme d'énergie « charbon » qui fournissait alors 80 % de l'électricité du pays, par d'autres (notamment le gaz de la

mer du Nord), préférant importer que produire au Royaume-Uni la houille nécessaire au fonctionnement de l'économie. Plusieurs dizaines de puits de mines seront fermés et, au terme du processus de restructurations, le secteur de l'extraction minière ne comptera plus que 5 000 travailleurs, contre 187 000 à l'origine.

Cette politique a conduit par ricochet à la suppression de nombreux emplois dans d'autres secteurs industriels. Dès le début des années 1980, des études mettent en lumière des inégalités quant à l'état de santé des populations. Elles constatent également que la santé est d'autant plus dégradée que la région de résidence des personnes concernées est affectée par le déclin industriel. Les régions industrielles du nord-ouest et du sud-est du Royaume-Uni sont parmi les plus touchées par ce double mouvement de déclin industriel et de détérioration de l'état de santé général des populations.

Le nord-ouest et le sud-est du Royaume-Uni sont les régions les plus touchées par le déclin industriel.



La grève exceptionnellement longue du Syndical national des mineurs (NUM), s'est paradoxalement traduite par un reflux des luttes sociales, sur fond de néo-libéralisme triomphant. Pourtant, quelques îlots de résistance ont tenté de mettre en œuvre d'autres

choix économiques et sociaux. Alors que la totalité du charbon disparaissait du paysage économique britannique, quelques hommes et femmes empruntaient d'autres voies, prenant en main l'outil de production, assurant la rentabilité de leur mine ainsi que leur emploi.

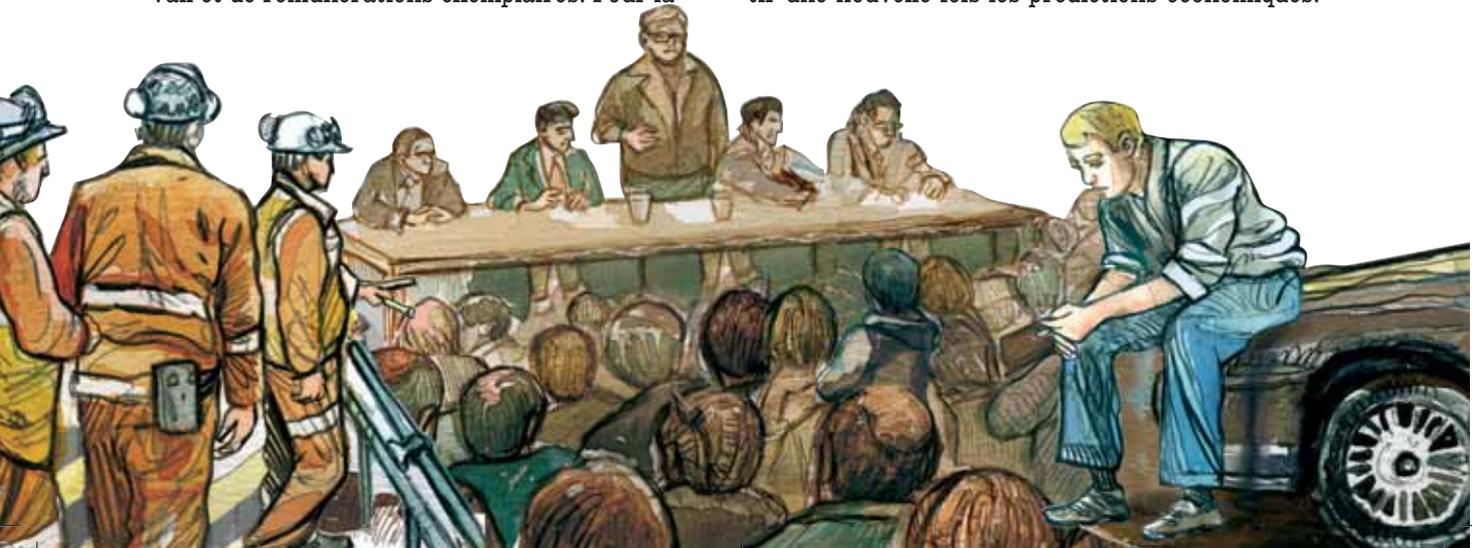
Quand la solidarité est rentable...

La mine de Tower Colliery au Pays de Galles relève de ces expériences remarquables, tant par sa situation à contre-courant du mouvement de casse de l'emploi industriel, que par l'énergie déployée par les travailleurs qui l'ont animée jusqu'à l'arrêt de l'exploitation en 2007. Tower Colliery aurait dû fermer définitivement en avril 1994, jugée non viable par la direction de la British Coal, victorieuse des grèves de 1984-1985. Les 239 mineurs en ont décidé autrement.

Ils ont racheté le puits en investissant la totalité de leurs indemnités de licenciement (8 000 livres soit 10 600 €) et en faisant vivre leur mine au rythme d'assemblées générales pour décider de la politique salariale, des améliorations à apporter aux conditions de travail, de l'élection de leurs directeurs pour des mandats de trois ans. La mine a mobilisé bien au-delà de ses salariés, suscitant un large mouvement de sympathie et de soutien. Les mineurs ont eu raison de la pseudo-logique financière et managériale. Ils ont prouvé la rentabilité de leur mine et l'ont rendue compatible avec des conditions de travail et de rémunérations exemplaires. Pour la

première fois, les mineurs ont bénéficié d'une véritable couverture maladie ; les taux d'accidents du travail ou d'absentéisme étaient sans commune mesure avec ceux observés habituellement dans l'industrie minière. Les profits générés – jusqu'à 20 % du chiffre d'affaires les trois premières années, puis autour de 5% par an avec 30 % réalisés à l'export –, étaient réinvestis notamment dans la sécurité des installations. Dopée par la conjoncture économique de ces dernières années (renchérissement du pétrole et du gaz), la mine a par ailleurs embauché un nombre important de jeunes, comme notre héros Jim. Ils ont fait simultanément l'apprentissage d'un métier, de la solidarité et de la fierté. A Tower Colliery, la moyenne d'âge était d'à peine 30 ans.

Seule la nature a eu raison de leur détermination à faire vivre leur outil de travail. En 2004, le filon est définitivement épuisé, sans cependant que l'aventure de Tower Colliery prenne fin avec la sortie du dernier wagon de charbon. Résolus à faire vivre leur région et la culture du bassin minier, de nombreux travailleurs de ce dernier puits se sont lancés dans un projet de valorisation touristique du patrimoine minier et d'écoparc pour faire mentir une nouvelle fois les prédictions économiques.





BD Européenne Sept 08. Histoire France. Albert Drandov / Marion Ducloux

A

Vue d'un quartier de Paris. En fond, la tour Eiffel.
Cartouche : Oui, je suis le facteur...

A2

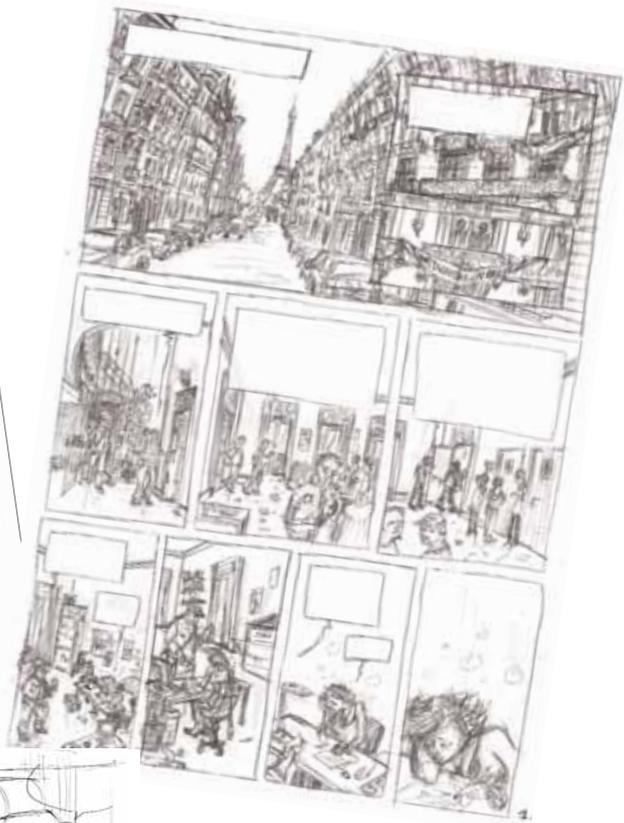
Zoom sur un des immeubles. Genre Haussmannien.
On distingue les trois quatre derniers étages, accrochée en extérieur, sur la longueur de trois-quatre fenêtres, une banderole. On ne distingue pas bien ce qui est écrit.
Cartouche : -j'ai un pli pour Sylvie Moreau, de Mediaphone.

A3

Suite de l'effet de zoom. On distingue mieux la banderole.
Est écrit « Mediaphone en greve ». A travers les fenêtres d'un étage (là où est accrochée la banderole), on distingue, vaguement du monde.

B

Intérieur de l'immeuble. Sortant d'un ascenseur ancien (bois/fer), le facteur se dirige vers un jeune homme (bois/fer) qui attend à la porte d'une société. On voit « Media phone » sur la porte. Dans l'escalier, pas mal de personnes. Côté bordel sympa. Les uns assis sur le tapis qui glisse le long des escaliers. D'autres, debout, papotent. Quelques uns fument. Pas mal de jeunes. Bonne minorité de noirs ou d'origine arabe. Look jeunes Paris.
Le jeune qui attendait le facteur : « entrez, je vais vous conduire ».



Les partenaires du projet



CGT
Confédération
Générale du
Travail, (France)

Forte de 700 000 adhérents, la CGT est la principale organisation syndicale confédérée représentative en France. Par son analyse, ses propositions et son action, elle agit pour que prévalent dans la société les idéaux de liberté, d'égalité, de justice, de laïcité, de fraternité et de solidarité. Elle se bat pour que ces idéaux se traduisent dans des garanties individuelles et collectives : le droit à la formation, à l'emploi, à la protection sociale, le droit à un travail digne, la liberté d'opinion, d'expression, d'action syndicale, de grève et d'intervention dans la vie sociale et économique. Depuis sa création, elle fait de la question de l'amélioration des conditions de travail et de la santé au travail, l'un de ses axes prioritaires d'intervention. Adhérente de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) depuis 1999, la CGT aspire à occuper la place qui lui revient dans la construction d'une Europe élargie en défendant le principe d'une cohésion sociale entre les pays membres.

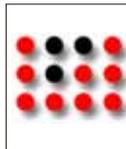
En savoir plus
www.cgt.fr
Directeur du de projet
Gilles Seitz
g.seitz@cgt.fr



Emergences
(France)

Emergences (France) est un institut de formation, de conseil et d'expertise. Cette expertise fait d'Emergences l'un des principaux spécialistes français des conditions de travail. L'institut est agréé par le ministère de l'Emploi pour son intervention auprès des Comités d'hygiène de sécurité et de conditions de travail. Emergences est également opérateur de formation à l'attention des institutions représentatives du personnel (comités d'entreprise, comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail, délégués du personnel...). Emergences intervient sur les questions d'emploi et de travail, d'égalité professionnelle, de lutte contre les discriminations, de dialogue social, de gestion des âges et de développement durable. Sur ces thèmes, l'institut réalise des outils pédagogiques, des études et du contenu numérique (sites Internet, DVD), notamment dans le cadre de partenariats européens.

En savoir plus
www.emergences.fr
Responsable du projet
Christian Jacques
cjacques@emergences.fr



LRD
Labour research
Department
(Royaume-Uni)

LRD (UK) est un organisme de recherche et d'expertise indépendant qui fournit des informations aux représentants des salariés et aux syndicats. LRD propose un site Internet, des ouvrages et de nombreuses publications mensuelles ou hebdomadaires, dans le but de favoriser les négociations et les revendications des salariés. Cet organisme est très attentif au contexte dans lequel évoluent les organisations syndicales : organisation de l'entreprise, législation, comparaison des situations dans l'Union européenne... Les salaires, les conditions de travail, la législation sur le travail, la santé et la sécurité au travail, l'égalité professionnelle et le temps de travail figurent parmi les principaux domaines d'étude de LRD.

En savoir plus
www.lrd.org.uk
Responsable du projet
Lionel Fulton
info@lrd.org.uk



ISTAS
Instituto
Sindical de Trabajo,
Ambiente y Salud
(Espagne)

ISTAS, l'Instituto Sindical de Trabajo, Ambiente y Salud, (Espagne) est une fondation syndicale créée par la Confédération syndicale des Comisiones Obreras, pour promouvoir la santé au travail et la protection de l'environnement.

A cet effet, Istars propose un service d'information et de documentation sur différents aspects techniques, juridiques et syndicaux. La fondation organise également des formations pour améliorer la capacité d'intervention des représentants syndicaux et plus particulièrement des délégués pour la prévention. Elle coordonne un réseau de cabinets de consultants techniques et syndicaux qui apportent une expertise aux organisations syndicales. Enfin, Istars diffuse des informations et organise des activités en rapport avec la thématique de la santé au travail et de l'environnement.

En savoir plus
www.istas.ccoo.es
Responsable du projet
Isabel Dudzinski
i.dudzinski@istas.ccoo.es



CITUB
Confederation
of Independent
Trade Unions
in Bulgaria (Bulgarie)

CITUB, la Confederation of Independent Trade Unions in Bulgaria, CITUB est la plus grande organisation syndicale représentative de Bulgarie. Elle réunit 350 000 membres et est affiliée à la CES. La Citub défend les intérêts des salariés au sein des instances tripartites du dialogue social ; lutte pour la sauvegarde et le développement de l'emploi ; œuvre pour l'amélioration des conditions du travail ainsi que pour la défense de la santé et de la sécurité des salariés.

En savoir plus
www.knsb-bg.org
Responsable du projet
Emilia Dimitrova
edimitrova@citub.net



MSZOSZ
National
Confederation
of Hungarian
Trade Unions (Hongrie)

MSZOSZ, la National Confederation of Hungarian Trade Unions, (Hongrie), est également la principale organisation syndicale hongroise affiliée à la CES. Elle défend les intérêts des salariés, promeut l'émancipation individuelle et collective, lutte pour le respect de la dignité et de la liberté des salariés, défend leurs intérêts sur le lieu du travail, y compris et surtout en matière de santé.

En savoir plus
www.mszosz.hu
Responsable du projet
Karoly Gyorgy
kgyorgy@mszosz.hu

Ce projet a bénéficié du soutien et des conseils de



La Confédération européenne
des syndicats
(www.etuc.org)

et de



l'Institut syndical européen, département santé
et sécurité au travail
(www.etui-rehs.org).

Première édition : janvier 2009.
Tirage total (éditions française, anglaise, espagnole, bulgare et hongroise) :
20 000 exemplaires.

Bruno Loth

49 ans
Dessinateur et scénariste
Habite Macau en Gironde
(France)

contact
bruno.loth@orange.fr



■ **Fatigué de travailler dans la publicité, Bruno décide, en 2000, de tout plaquer et de se lancer dans le théâtre de rue, puis, en 2006, dans la BD avec un projet très personnel : “Ermo”, l’histoire d’un gamin durant la guerre civile espagnole. Pour éditer cette saga (déjà trois tomes), il monte sa propre maison d’édition (Libre d’images). La bande dessinée est désormais sa principale activité.**

Damien Roudeau

27 ans
Dessinateur
Habite Montreuil
en Seine-Saint-Denis
(France)

contact
www.lesyeuxdanslemonde.org



■ **Ancien de l’école Estienne, de Paris, Damien se consacre au reportage dessiné sous toutes ses formes (BD, carnets, sur le net, dans la rue...). Pas vraiment voyageur, il aime prendre le temps de s’immerger dans des territoires inexplorés (tribus électroniques, Emmaüs, sans-logis...). Un travail récompensé en 2002 et 2006 du prix de la Biennale du Carnet de voyage de Clermont-Ferrand.**

Jean-Luc Loyer

44 ans
Dessinateur et scénariste
Habite Angoulême
(France)

contact
jeanluc.loyer@club-internet.fr



■ **Diplômé de l’école des Beaux-Arts de Douai, dans le nord de la France, et de celle d’Angoulême, Jean-Luc est un touche à tout. Illustration, BD, dessin animé, publicité, sculpture... Il compte déjà plus d’une dizaine d’albums à son actif. Sensible à l’imaginaire enfantin, il intervient dans les écoles pour parler BD et de son album “Victor”, Prix du jeune public à Blois, en 1999.**

Merci partout !



CGT
263 rue de Paris
93516
Montreuil cedex
01 48 18 80 00
www.cgt.fr



Émergences
Immeuble
Le Méliès
261, rue de
Paris, 93556
Montreuil Cedex
www.emergences.fr

Cinq pays, cinq histoires

Éditée en cinq langues, cette bande dessinée raconte des fictions hautement probables dans l'Union européenne (France, Hongrie, Espagne, Bulgarie et Royaume-Uni). Nos cinq héros, Sylvie, Erzebet, Javi, Vladimir et Jim évoquent les conséquences des restructurations actuelles sur la santé des salariés européens et leurs familles....

Marion Duclos



Bruno Loth



Damien Roudeau



Jean-Luc Loyer



Oriol



Albert Drandov